

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N°754 / Mai 2023

2022 : UNE ANNÉE EN DEMI-TEINTE EN GUYANE

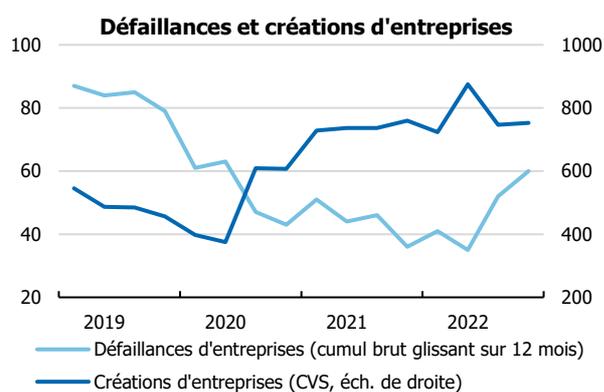
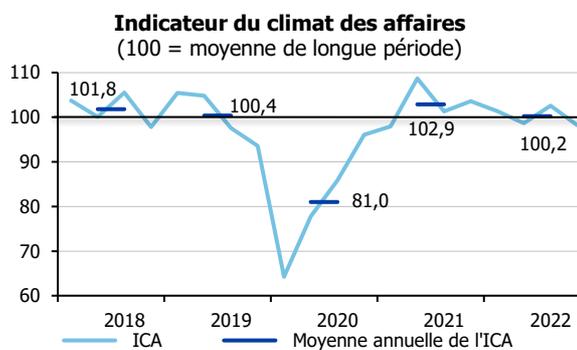
L'activité ralentit dans un contexte empreint d'incertitudes

L'indicateur du climat des affaires retrouve sa moyenne de longue période

En 2022, l'activité résiste, mais ralentit par rapport à 2021. L'indicateur du climat des affaires (ICA) retrouve sa moyenne de longue période, s'établissant à 100,2 points, soit un niveau annuel proche de celui de 2019.

Pour rappel, l'année 2021 fut marquée par une nette reprise économique, avec un ICA moyen culminant à 102,9 points.

En 2022, la confiance des acteurs économiques du territoire se trouve altérée par de nombreuses incertitudes. Le déclenchement de la guerre russe en Ukraine en février 2022 ternit considérablement le paysage économique.



Au premier plan, la poussée inflationniste dégrade les marges des entreprises et pèse sur le pouvoir d'achat des ménages. À cela s'ajoutent des difficultés d'approvisionnement importantes. Les PGE contractés pendant la crise sanitaire et la hausse des taux sont par ailleurs de nature à limiter les capacités d'endettement des acteurs économiques.

Malgré ce climat d'incertitudes, les créations d'entreprises ne faiblissent pas : elles augmentent en moyenne de 4,7 % sur l'année par rapport à 2021 et se situent à un niveau nettement supérieur à 2019 (+57,0 %).

Les défaillances d'entreprises sont néanmoins en hausse sur l'année (+6,2 %), mais la situation reste meilleure qu'avant crise (-43,9 % comparé à 2019).

L'inflation atteint des niveaux élevés

L'année 2021 avait marqué un tournant en matière d'inflation, celle-ci repartant à la hausse après une décennie où elle se maintenait à un niveau bas.

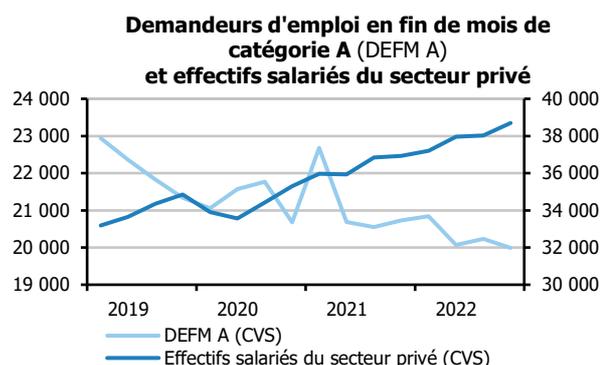
En 2022, dans un contexte mondial bouleversé par la guerre russe en Ukraine, l'inflation accélère. En fin d'année, l'indice des prix à la consommation augmente de 3,4 % en glissement annuel en Guyane, soit une inflation plus faible qu'à l'échelle nationale (+5,8 %). L'augmentation des prix est particulièrement marquée sur le poste énergétique (+8,8 % en glissement annuel), mais aussi sur les produits alimentaires (+7,7 %).

À fin 2022, la hausse moyenne des prix des intrants est estimée à 18 % par les entreprises interrogées par l'IEDOM (+5 points par rapport au début d'année 2021). Un nombre croissant d'entreprises répercute au moins partiellement cette inflation sur leurs prix de vente : 71 % en fin d'année 2022 contre 52 % fin 2021.

La dynamique du marché de l'emploi se maintient

En 2022, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) est en recul de 4,2 % en moyenne sur un an. De même, le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée baisse de 19,2 % en variation annuelle. En parallèle, le nombre d'offres d'emploi durable publiées sur l'année est supérieur à celui de l'année précédente : 7 930 en 2022 contre 7 470 en 2021 (+6,2 %). En glissement annuel, les effectifs salariés du secteur privé continuent de progresser : +4,9 % à fin décembre 2022.

Le marché de l'emploi demeure toutefois marqué par des problématiques importantes. Selon l'enquête Besoins en Main-d'œuvre 2022 de Pôle emploi, la difficulté de recrutement concerne la moitié des projets d'embauche sur le territoire. Les difficultés à pourvoir les postes vacants s'avèrent critiques dans certains secteurs, notamment le BTP, la santé et l'éducation. La saisonnalité des emplois est également forte et concerne 27,3 % des projets de recrutement en 2022. Enfin, l'emploi informel continue d'occuper une place prégnante dans l'économie.



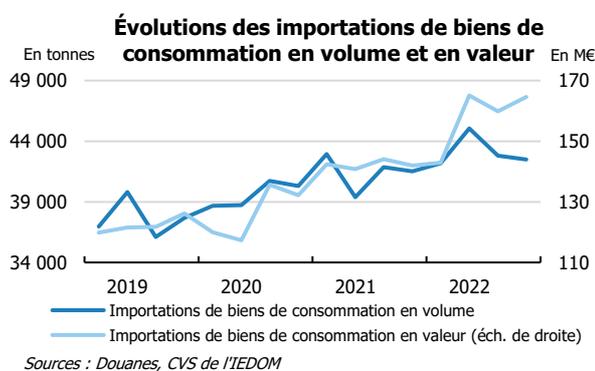
Sources : Pôle emploi / DEETS, Acoess

La consommation résiste malgré quelques signaux négatifs en fin d'année

La consommation des ménages continue de progresser en 2022, et ce malgré la hausse des prix. Elle est soutenue par la hausse de la masse salariale : +4,9 % pour le secteur privé à fin décembre 2022 en glissement annuel.

Les importations de biens de consommation atteignent un niveau historique à 632,4 M€ et 172,5 kt¹ contre 569,3 M€ et 165,7 kt en 2021.

La croissance démographique continue d'expliquer le dynamisme structurel de la demande intérieure : les biens de consommation non durables augmentent de 5,5 % en volume et 12,4 % en valeur.



Sources : Douanes, CVS de l'IEDOM

Suivant une tendance similaire, le nombre de transactions par carte bancaire² progresse de 8,9 % sur un an, tandis que leur montant est en hausse de 4,6 %. Ces augmentations ne se substituent pas aux transactions³ en valeur fiduciaire, toujours en croissance : +4,0 % en valeur et +3,6 % en volume.

Plusieurs signes d'inflexion apparaissent toutefois en cours d'année. Ainsi, les immatriculations de véhicules de tourisme ralentissent à +3,1 % en 2022, après +13,4 % en 2021. Les importations de ce type de véhicules diminuent de 12,1 %. Essentiellement utilisés pour le financement de voitures, les crédits à la consommation baissent de 2,7 %. Les importations de biens durables augmentent, quant à elles, de 4,8 % en valeur, mais se contractent de 8,4 % en volume.

Les indicateurs de vulnérabilité des ménages sont contrastés. Le nombre de personnes physiques en interdit bancaire recule de 12,4 % en 2022 par rapport à l'année précédente. A contrario, le nombre de retraits de cartes bancaires croît de 8,9 %. Par rapport à la situation d'avant crise, les indicateurs de vulnérabilité sont en retrait d'environ -40 %.

L'investissement privé marque le pas

Malgré les besoins structurels du territoire, l'investissement privé marque le pas en 2022. Les prévisions d'investissement issues de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM sont en berne, avec un fléchissement plus marqué en fin d'année : le solde d'opinion perd 5,5 points (CVS) à fin 2022 par rapport à fin 2021.

D'autre part, les importations de biens d'investissement se contractent de 6,3 % en volume et de 5,6 % en valeur. Les immatriculations de véhicules utilitaires se stabilisent : +1,9 % en 2022 après le rebond de 2021 (+23,8 %).

Les encours de crédits⁴ à l'investissement des entreprises ralentissent également : alors qu'ils progressaient de 14,1 % en 2021, ils enregistrent une hausse de seulement 1,8 % en 2022. Toutefois, soutenus par les besoins structurels en matière de logements, les encours de crédits immobiliers (ménages et entreprises) accélèrent, avec une progression de 7,6 % sur l'année, contre +4,4 % en 2021.

¹ kt : kilotonne

² Les données relatives aux paiements par carte bancaire utilisées dans cette note proviennent du GIE Cartes Bancaires CB et couvrent l'essentiel des transactions par carte bancaire. Elles sont issues d'une extraction de transactions anonymisées et agrégées à l'échelle de la Guyane afin de respecter les exigences de confidentialité. Ces informations sont sujettes à des limites. Certaines transactions comptabilisées ne sont notamment pas assimilables à de la consommation. De même, les transactions à distance (notamment celles sur internet) ne sont pas prises en compte.

³ Les transactions sont ici les prélèvements réalisés au guichet de l'IEDOM. Pour plus de précisions, consultez [la note relative aux moyens de paiement en Guyane sur le site de l'IEDOM](#).

⁴ Cf. encart méthodologique en page 4.

Le déficit commercial se creuse à nouveau

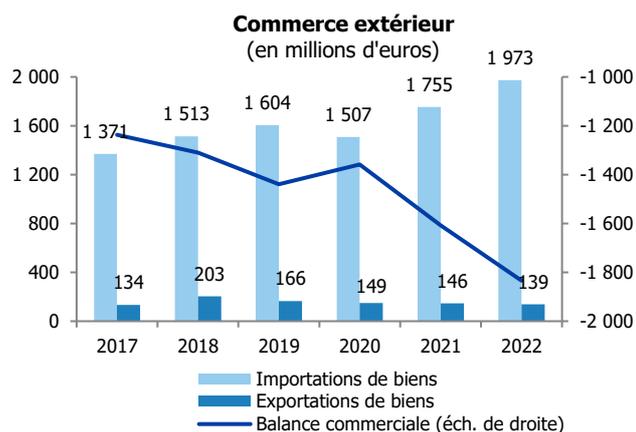
En 2022, les importations de biens représentent 1 973 M€ et 741,2 kt, tandis que les exportations se chiffrent à 139 M€ et 34,4 kt.

Les importations augmentent aussi bien en valeur (+12,4 %) qu'en volume (+9,1 %). L'évolution plus marquée en valeur traduit l'impact toujours fort de l'inflation sur les importations.

Dans le détail, la plupart des catégories d'importations est en hausse, excepté les biens d'investissement. Sous l'effet de l'augmentation des prix des produits pétroliers, les importations liées à l'énergie progressent de 63,9 % en valeur contre seulement 6,9 % en volume, tirant le montant total des importations⁵ à la hausse.

En parallèle, le montant des exportations⁶ globales se contracte de 5,3 % sur l'année. L'ensemble des catégories suit cette dynamique, hormis les biens d'équipement, dont les montants exportés doublent sur l'année, ainsi que les exportations de bois qui sont relativement stables (+0,6 %). Les exportations d'or se contractent notamment de 17,3 % en valeur (-28,1 % en volume).

Le déficit du solde des échanges extérieurs se dégrade, augmentant de 14,0 % en valeur par rapport à 2021.



Source : Douanes

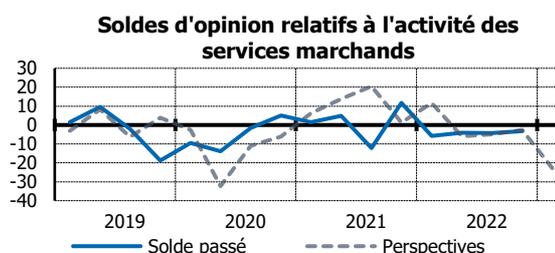
Des situations hétérogènes à l'échelle sectorielle

Un bilan mitigé pour les services marchands

L'activité des **services marchands** semble être orientée en légère baisse en 2022. Le solde d'opinion se maintient en effet légèrement en dessous de sa moyenne de longue période. Les perspectives d'activité pour début 2023 se dégradent.

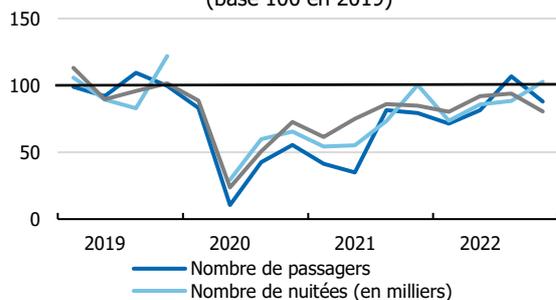
Signal positif pour le secteur, le solde d'opinion relatif aux effectifs reste à un bon niveau en 2022.

Le **spatial** est en repli sur l'année, directement affecté par la guerre russe en Ukraine. En effet, la suspension du partenariat russo-européen entraîne la perte de troisancements Soyuz en 2022. Ainsi, seuls cinq lancements



Source : enquête de conjoncture de l'IEDOM

Trafic aérien et fréquentation hôtelière (base 100 en 2019)



Sources : Insee, Aéroport Félix Éboué

soient opérés sur l'année, soit moitié moins qu'en 2019. Dans cette période marquée par une faible activité spatiale, les entreprises du secteur, interrogées par l'IEDOM, expriment de vives inquiétudes.

L'activité du secteur du **tourisme** reste bien orientée en 2022, poursuivant sa longue convalescence post-crise sanitaire. Ainsi, le trafic aérien n'a pas encore pleinement amorti les effets de la crise : le nombre de passagers reste inférieur de 13,2 % par rapport à 2019. Il enregistre toutefois une hausse de 46,4 % par rapport à 2021. Par ailleurs, la réouverture à l'international de l'aéroport Félix Éboué, prévue mi-2023, laisse entrevoir des perspectives prometteuses pour les acteurs du secteur.

Les commerces durement touchés par l'inflation

Le commerce enregistre un solde d'opinion négatif concernant son activité en 2022. Malgré une consommation des ménages qui résiste, les commerçants sont pessimistes. L'augmentation des prix des intrants, couplée aux difficultés d'approvisionnement, tirent les prix finaux à la hausse. En conséquence, des changements d'habitudes de consommation sont constatés, en faveur des produits premier prix.

⁵ L'énergie constitue environ 15 % des importations totales en valeur à fin 2022.

⁶ Dans cette note, seuls les échanges de biens sont pris en compte. Les lancements de satellites (exportations de services) ne sont pas compris dans l'analyse. Il convient ainsi de rappeler que l'activité spatiale représente environ 80 % des exportations guyanaises de biens et services.

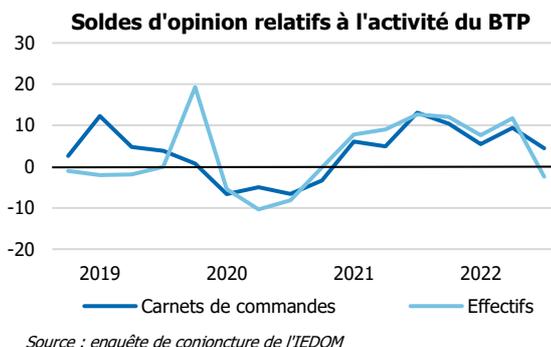
L'activité du BTP résiste

Après une baisse sensible survenue en début d'année, l'activité du BTP progresse au second semestre. Le BTP se distingue des autres secteurs grâce à une commande publique significative et aux besoins en infrastructures du territoire, qui stimulent son activité indépendamment de la conjoncture. Toutefois, comme les autres secteurs, il subit de plein fouet la forte inflation.

Les effectifs du secteur sont en croissance en 2022 : +4,1 % pour l'emploi salarié en glissement annuel au 3^e trimestre 2022.

Selon la Cellule Économique Régionale de la Construction (CERC) de Guyane, l'activité de construction de logements enregistre néanmoins une baisse de 5,4 % de ses mises en chantier (soit 1 093 logements) ; le nombre de logements autorisés diminue en parallèle de 35,3 % (soit 1 428 logements) en 2022.

Globalement, les carnets de commandes du BTP restent fournis et permettent au secteur de s'assurer d'une activité soutenue à court terme.



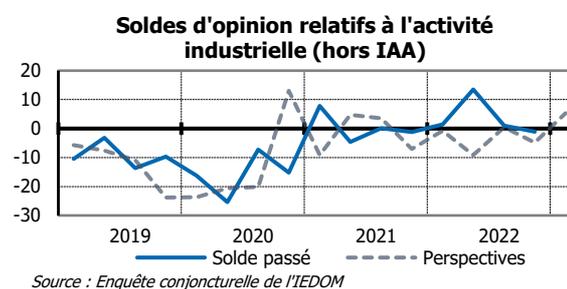
Une activité hétérogène pour les industries

L'activité industrielle (hors agroalimentaire) enregistre un pic d'activité au 2^e trimestre 2022, avant une stabilisation sur le reste de l'année.

En matière de **production aurifère**, 0,9 t ont été exportées en 2022 pour 49,9 M€, soit une baisse de 25,4 % en volume et de 13,7 % en valeur. Ce repli est dû à une production particulièrement faible au premier trimestre. D'un point de vue structurel, l'activité du secteur continue de pâtir de la concurrence de l'orpaillage illégal.

À l'inverse, l'activité de la filière **bois** s'inscrit en progression en 2022, notamment grâce à des conditions climatiques plus favorables qu'en 2021. Une nette amélioration des volumes exportés est enregistrée en 2022 (+8,8 %), alors que le montant des exportations est relativement stable (+0,6 %).

Après un début d'année compliqué, l'activité des **industries agroalimentaires** (IAA) se maintient en 2022, et ce, malgré l'inflation et des difficultés importantes d'approvisionnement. Les exportations des IAA augmentent, en particulier en fin d'année, pour atteindre 3,5 M€ (CVS) au dernier trimestre 2022.



L'activité bancaire en perte d'élan

Méthodologie : Le reporting Ruba (Reporting Unifié Banques et Assimilés) a remplacé le reporting SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) à partir de l'arrêté du 31 janvier 2022. Ce changement méthodologique impacte les données diffusées par l'IEDOM, avec notamment, une augmentation du nombre d'établissements non installés localement suivis. Afin d'éviter les effets de structure, l'analyse des données dans cette note s'appuie sur un échantillon stable sur la période d'étude. Les données diffusées, encore provisoires à ce stade, ne sont pas comparables à celles publiées dans les précédentes notes de l'IEDOM.

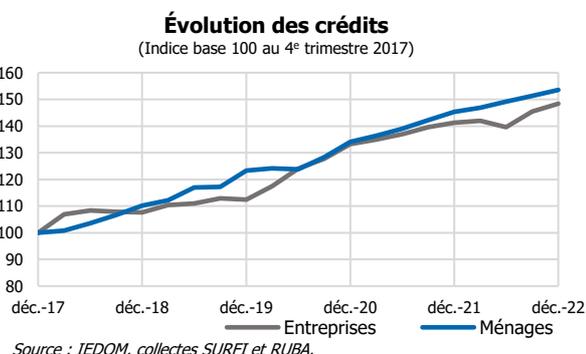
Le financement de l'économie ralentit légèrement

En 2022, l'encours total progresse de 4,8 %, après +6,2 % en 2021.

Les crédits des entreprises restent dynamiques : +5,0 % contre +6,0 % l'année précédente. Cependant, un net ralentissement des encours de crédits d'investissement est enregistré : +1,8 % en 2022 contre +14,1 % en 2021.

Le rythme de progression des crédits des ménages ralentit à +5,7 % en 2022 contre +8,4 % en 2021. Dans le détail, si les crédits à l'habitat conservent une croissance soutenue (+8,5 %), l'encours des crédits à la consommation diminue de -2,7 %.

Enfin, le nombre de PGE décroît sur un an (passant de 1 199 à 1 075), tandis que le montant total augmente (de 185,6 M€ à 196 M€). Pour rappel, si le recours au PGE mis en place par l'État dans le cadre de la pandémie de Covid-19 a pris fin le 30 juin 2022, le PGE Résilience, destiné à lutter contre les conséquences de la guerre russe en Ukraine, est ouvert jusqu'à fin 2023.

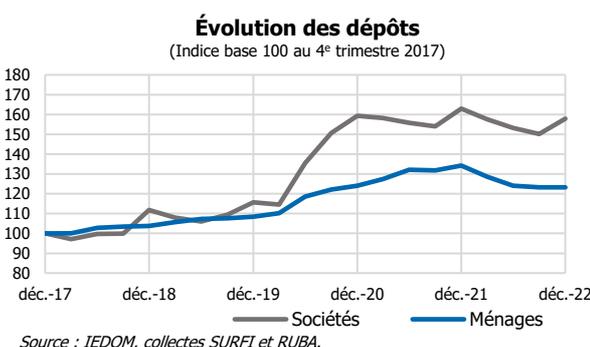


Contraction de la collecte des dépôts

Après une hausse de 6,3 % en 2021, les actifs des agents économiques se contractent de 3,8 % en 2022. Les dépôts à vue reculent également de 3,8 % sur l'année, alors que la baisse est plus marquée pour les placements à long terme (-15,7 %).

Les dépôts des entreprises se replient de 3,2 %. L'inflation et les difficultés logistiques ont pesé sur la trésorerie de ces dernières. Elles ont ainsi été contraintes de puiser dans leurs réserves : les dépôts à vue diminuent de 3,7 %.

L'épargne des ménages diminue de 8,2 %. Après deux années de forte progression due à une « épargne forcée » accumulée pendant la crise sanitaire, les ménages mobilisent leurs réserves, dans un contexte de tensions sur leur pouvoir d'achat.



Les taux de crédits en hausse

Conséquence de la normalisation de politique monétaire de la BCE, les taux de crédits sont orientés à la hausse en fin d'année. Pour les particuliers, les taux des crédits à la consommation augmentent de 76 points de base (pdb) en un an pour s'établir à 4,48 % au dernier trimestre 2022 ; les taux des prêts immobiliers progressent de 35 pdb, atteignant 1,74 %. Côté entreprises, les taux des crédits à l'équipement gagnent 51 pdb sur l'année (2,55 % fin 2022).

2023 : les prix au cœur des préoccupations

La hausse des prix en Guyane s'est avérée plus contenue qu'au niveau national en 2021 et 2022, notamment du fait du surstockage opéré par les entreprises guyanaises au début du phénomène inflationniste. Cependant, les récents renouvellements de stocks devraient conduire à un rattrapage de l'inflation locale par rapport à celle de l'Hexagone. Les déclarations des chefs d'entreprise interrogés par l'IEDOM vont dans ce sens. De même, les difficultés d'approvisionnement restent importantes sur le territoire.

Si les sujets relatifs à l'inflation et à l'approvisionnement sont au cœur des préoccupations, d'autres facteurs conjoncturels sont à prendre en considération :

- Bien que restant inférieures aux niveaux d'avant-crise, les défaillances d'entreprises sont en croissance depuis le second semestre 2022.
- La poursuite de la normalisation de la politique monétaire de la BCE, pour lutter contre l'inflation, pourrait avoir un impact sur les conditions de financement.
- Le secteur spatial, en recul ces dernières années, ne devrait pas relever son niveau d'activité en 2023. Suite à l'échec du vol du lanceur Vega-C et les incertitudes entourant le lancement inaugural d'Ariane 6, les inquiétudes sont fortes. Pour mémoire, le spatial crée 12,6 % de la valeur ajoutée guyanaise (2019).
- Malgré des carnets de commandes remplis à court terme, certains professionnels du BTP expriment d'ores et déjà des craintes sur le maintien de leur activité à compter de 2024, en lien avec le retard de certains projets, notamment dans le domaine de l'énergie.

À ceux-ci, s'ajoutent des problématiques locales structurelles : la lutte contre l'insécurité, la réduction des écarts de niveaux de vie au sein de la population, la formation, le développement équilibré du territoire d'un point de vue géographique, etc.

Cependant, malgré ces alertes et nombreux défis à surmonter, qui pourraient affaiblir la croissance du territoire ponctuellement, la trajectoire économique guyanaise s'appuie sur des relais de croissance puissants. L'accroissement de la population et les besoins sous-jacents sont de nature à soutenir l'économie guyanaise sur longue période, en stimulant la consommation et l'investissement. Ce développement économique devra d'ailleurs pleinement intégrer les enjeux environnementaux, particulièrement prégnants sur le territoire, tels que la protection de la biodiversité amazonienne et des populations ou encore l'utilisation raisonnée et durable des ressources.